

Audience publique du 30 juin 2010

Recours formé par
Monsieur ...,
contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes
en matière de remise d'impôts

JUGEMENT

Vu la requête inscrite sous le numéro 26334 du rôle et déposée le 13 novembre 2009 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., introduisant un recours non autrement qualifié contre une décision du directeur de l'administration des Contributions directes du 21 août 2009 portant rejet de sa demande de remise d'impôts par voie gracieuse ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 10 février 2010 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment la décision directoriale critiquée ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Monsieur le délégué du gouvernement Claude Lick en sa plaidoirie.

Par courrier daté du 12 mai 2009, Monsieur ... adressa au directeur de l'administration des Contributions directes, ci-après dénommé le « directeur », une demande ayant pour objet une remise d'impôts par voie gracieuse. A l'appui de sa demande, Monsieur ... fit valoir qu'étant « *en état de divorce* », il aurait vendu un terrain. Il affirme avoir été mal conseillé, de sorte qu'il aurait utilisé le produit de la vente du terrain pour acheter une nouvelle habitation avant l'expiration du délai de deux ans. Il explique qu'après avoir fait des travaux de rénovation, sa situation financière se serait dégradée, puisque la crise aurait également frappé son employeur.

Par une décision du 21 août 2009 (n° du rôle GR 85.09), le directeur rejeta cette demande de remise gracieuse au terme de la motivation suivante :

« Vu la demande présentée le 13 mai 2009 par le sieur ..., demeurant à L-..., ayant pour objet une remise d'impôts par voie gracieuse ;

Vu le paragraphe 131 de la loi générale des impôts (AO), tel qu'il a été modifié par la loi du 7 novembre 1996;

Considérant que d'après le paragraphe 131 AO une remise gracieuse n'est envisageable que dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée, entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable ;

Considérant que la demande de remise gracieuse est motivée par des considérations qui mettent en cause une situation financière difficile;

Considérant qu'aucune rigueur objective n'a été constatée en l'espèce et qu'il faut statuer par rapport à l'existence d'une rigueur subjective dans le chef du requérant ;

Considérant qu'une remise pour rigueur subjective n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive de moyens de subsistance indispensables ;

Considérant qu'une telle rigueur excessive au sens prévisé, incompatible avec le principe d'équité au sens du paragraphe 131 AO, n'est pas à admettre au vu de la situation de revenu et de la fortune du requérant;

Considérant que partant les conditions pouvant légalement justifier une remise gracieuse ne sont pas remplies ;

Par ces motifs,

Décide :

La demande en remise gracieuse est rejetée ».

Par requête déposée le 13 novembre 2009 au greffe du tribunal administratif, Monsieur ... a introduit un recours non autrement qualifié à l'encontre de la décision précitée du directeur du 21 août 2009.

Le délégué du gouvernement s'en remet à la sagesse du tribunal en ce qui concerne la recevabilité en la forme de la requête introductive d'instance.

La requête ne spécifiant pas si le recours tend à la réformation ou à l'annulation de la décision directoriale déférée, il y a lieu d'admettre d'après les données de l'espèce que le demandeur, qui n'est pas un professionnel de la postulation, a entendu introduire le recours admis par la loi contre une décision du directeur rendue en matière de remise gracieuse.

Conformément aux dispositions combinées du paragraphe 131 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « *Abgabenordnung* », en abrégé « AO », et de

l'article 8 (3) 1. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, le tribunal administratif est appelé à statuer comme juge du fond sur un recours introduit contre une décision du directeur portant rejet d'une demande de remise gracieuse d'impôts.

Le tribunal est partant compétent pour connaître du recours en réformation ainsi introduit, lequel recours est également recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur expose que se trouvant en instance de divorce, il aurait vendu un terrain à son nom et aurait réinvesti le produit de la vente dans l'acquisition d'une maison d'habitation. Il se serait ensuite vu refuser par la banque un prêt supplémentaire en raison de la crise économique et financière frappant son employeur et ayant provoqué une perte de salaire considérable dans son chef. Il sollicite partant, en substance, la réformation de la décision directoriale en versant des pièces censées établir sa situation financière.

Le délégué du gouvernement rétorque que le demandeur n'aurait pas rapporté la preuve d'une rigueur subjective dans son chef, de sorte que ce serait à juste titre que le directeur aurait rejeté la demande de remise gracieuse introduite par le demandeur.

Aux termes du paragraphe 131 AO, une remise gracieuse se conçoit « *dans la mesure où la perception d'un impôt dont la légalité n'est pas contestée entraînerait une rigueur incompatible avec l'équité, soit objectivement selon la matière, soit subjectivement dans la personne du contribuable* ».

Il résulte de cette disposition qu'une remise gracieuse n'est envisageable que si, soit objectivement *ratione materiae*, soit subjectivement *ratione personae* dans le chef du contribuable concerné, la perception de l'impôt apparaît comme constituant une rigueur incompatible avec le principe d'équité (cf. trib. adm. 5 mars 1997, n° 9220 du rôle, Pas. adm. 2009, V° Impôts, n° 364).

Il convient de relever qu'aux termes de la requête, le demandeur ne fait valoir aucun élément de nature à faire admettre une rigueur objective dans son chef, mais entend faire valoir une rigueur subjective incompatible avec le principe d'équité en raison de sa situation économique difficile.

Concernant la rigueur subjective dont l'existence s'apprécie au jour où le tribunal est amené à statuer, une remise gracieuse n'est justifiée que si la situation personnelle du contribuable est telle que le paiement de l'impôt compromet son existence économique et le prive des moyens de subsistance indispensables (cf. trib. adm. 12 janvier 2000, n° 10661 du rôle, confirmé par Cour adm. 16 mai 2000, n° 11844C du rôle, Pas. adm. 2009, V° Impôts, n° 365).

En l'espèce, il ressort des pièces du dossier que le bureau d'imposition ... a procédé le 26 mars 2009 à un redressement des revenus déclarés par le demandeur au

titre de l'année 2007, en ajoutant aux revenus une plus-value imposable de ... euros provenant de la vente d'un terrain à ..., à laquelle le demandeur a procédé en date du 13 novembre 2007 pour un montant de ... euros, ayant entraîné une majoration de l'impôt sur le revenu dans son chef d'un montant de ... euros.

A l'appui de son recours, le demandeur a soumis au tribunal un certain nombre de pièces afin d'établir sa situation financière.

Ainsi, en ce qui concerne ses dettes, il verse une pièce bancaire non datée faisant état d'un ordre permanent d'un montant de ... euros, sur une base mensuelle, en faveur de son épouse Madame ..., à titre d'allocation, sans toutefois préciser la cause exacte de ce paiement, et notamment si ce paiement a lieu en vertu d'un jugement de divorce.

Il produit également une pièce de la banque ..., datée du 25 août 2009, intitulée « *liste des contrats* », dont il ressort un solde négatif du compte courant de ... euros et un solde négatif de l'emprunt immobilier de ... euros, ainsi qu'une pièce de la banque ..., dont il ressort que le demandeur a versé le 10 août 2009 à la banque le montant de ... euros en remboursement de l'emprunt immobilier susvisé.

En ce qui concerne plus particulièrement le prêt immobilier, il ressort des pièces du dossier fiscal qu'après avoir procédé le 13 novembre 2007 à la vente de terrain précitée, le demandeur a acquis le 2 juillet 2008, ensemble avec Madame ..., chacun pour une moitié indivise en nue-propriété et l'autre moitié indivise en usufruit, une maison d'habitation située à ..., pour un montant de ... euros, et que le même jour, les deux acquéreurs, en tant que codébiteurs solidaires et indivisibles, ont souscrit auprès de la banque ... une ouverture de crédit d'un montant de ... euros, assortie d'une assurance décès solde restant dû avec paiement d'une prime unique de ... euros. A cet égard, il y a lieu de relever que le demandeur n'est pas l'unique débiteur de cet emprunt immobilier et qu'à part de soumettre une pièce relative au versement d'un montant unique de ... euros en août 2009, il est resté en défaut de spécifier les modalités de remboursement de ce prêt immobilier.

Le demandeur a encore produit un certain nombre de factures pour l'achat de matériaux de construction, de mobilier et d'électroménager, toutes datées de 2008, à l'exception d'une facture pour l'achat de matériaux de construction du 9 novembre 2009 pour un montant de ... euros. En ce qui concerne les factures relatives à l'achat de mobilier, celles-ci ne sauraient en tout état de cause pas être prises en compte, alors qu'elles n'ont pas été émises au nom du demandeur, mais au nom de Madame Quant aux autres factures, il convient de noter que celles-ci remontent à l'année 2008 et qu'elles ont toutes été payées, de sorte qu'elles ne sauraient justifier de la situation financière actuelle du demandeur. Quant à la facture précitée du 9 novembre 2009, il y a lieu de relever que cette facture a également été réglée, de sorte qu'elle ne saurait être retenue pour établir les difficultés financières alléguées par le demandeur à l'heure actuelle.

En ce qui concerne ses revenus, le demandeur verse comme seule pièce une fiche de salaire du mois de juillet 2009, selon laquelle il a touché pour le mois en question un salaire net de ... euros.

Au vu de ces éléments, et en l'état actuel du dossier, le tribunal est amené à constater que si le demandeur a certes établi le montant de son revenu mensuel, le versement mensuel d'une pension à son épouse ainsi que l'existence d'un prêt immobilier, il reste toutefois en défaut d'étayer concrètement, pièces et chiffres à l'appui, quelle est sa situation de fortune exacte et quelles sont les autres dépenses et charges courantes éventuelles dont il serait redevable à l'heure actuelle, de manière qu'il n'a pas mis le tribunal en mesure d'apprécier si le paiement, le cas échéant échelonné, de la dette d'impôt par lui redue compromet son existence et le prive des moyens de subsistance indispensables.

Dans ces circonstances, le demandeur n'a pas rapporté à suffisance de droit la preuve d'une rigueur subjective dans son chef du fait du paiement de l'impôt sur le revenu de l'année 2007.

Dans la mesure où il se dégage des développements ci-avant que le demandeur n'a pas établi l'existence d'une rigueur objective ou subjective du fait du paiement de l'impôt sur le revenu pour l'année 2007 par lui redû, la décision directoriale se trouve justifiée à suffisance de fait et de droit et le recours sous analyse est à rejeter comme n'étant pas fondé.

Par ces motifs,

le tribunal administratif, troisième chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

reçoit le recours en réformation en la forme ;

au fond, le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Martine Gillardin, vice-président,
Françoise Eberhard, juge,
Annick Braun, juge,

et lu à l'audience publique du 30 juin 2010 par le vice-président, en présence du greffier Judith Tagliaferri.

s. Judith Tagliaferri

s. Martine Gillardin

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 01.07.2010

Le Greffier du Tribunal administratif